

**Reconnaitances structurelles et géotechniques
des massifs d'ancrage pour freins textiles
sur la base d'aéronautique navale Lann Bihoué (56)**

Cahier des clauses administratives particulières - CCAP

Numéro de la consultation : 2025STAC03

Procédure de passation : Procédure adaptée en raison du montant, en application des articles L.2123-1 alinéa 1° et R.2123-1 alinéa 1° du code de la commande publique.

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
5.1 Cadre général	3
5.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	3
ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION	4
ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
9.1 Représentation des parties	4
9.1.1 Représentation de l'acheteur.....	4
9.1.2 Représentation du titulaire.....	4
9.2 Conditions d'exécution	5
9.2.1 Remplacement des intervenants	5
9.2.2 Délais d'exécution des prestations	5
9.2.3 Emission et exécution des bons de commande	5
9.2.4 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques	6
9.3 Obligation du titulaire	7
9.3.1 Obligation de conseil.....	7
9.3.2 Obligation d'information	7
9.3.3 Mesures de sécurité	7
9.4 Responsabilités du titulaire	7
9.5 Confidentialité et secret des affaires.....	8
9.6 Clause de réexamen.....	8
9.7 Constatation de l'exécution des prestations	9
9.7.1 Opérations de vérification	9
9.7.2 Décision après vérification	9
9.8 Pénalités	9
9.8.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations	10
9.8.2 Pénalités de retard de livraison des rapports	10
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER.....	10
10.1 Forme et contenu des prix	10
10.2 Variation des prix	10
10.3 Avances.....	10
10.4 Modalités financières	11
10.4.1 Répartition des paiements.....	11
10.4.2 Intérêts moratoires.....	11
10.4.3 Modalités de facturation	11
10.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	13
10.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	13
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES	14
11.1 Echanges dématérialisés.....	14
11.2 Langue	14
11.3 Sous-traitance.....	14
11.4 Régime des droits de propriété intellectuelle	14
11.5 Assurances	15
11.6 Autres obligations administratives	16
11.7 Résiliation	16
11.8 Exécution aux frais et risques du titulaire	17
11.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	17
11.10 Différends, litiges et contentieux	19
ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG.....	19

Article 1 - Identification

Ministère chargé des transports

Direction générale de l'aviation civile (DGAC)

Service technique de l'aviation civile (STAC)

31 avenue du Maréchal Leclerc

94 385 Bonneuil-sur-Marne Cedex

Siret : 120 064 019 00074

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le chef du service technique de l'aviation civile ou son représentant.

Article 2 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de reconnaissances structurelles et géotechniques sur des massifs d'ancrage en béton armé existants et permettant la mise en œuvre de freins textiles sur la base d'aéronautique navale de la Marine nationale française de Lann-Bihoué (56).

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code CPV de la consultation : Valeur principale : 71600000 - Services d'essais techniques, services d'analyses et services de conseil.

Article 3 - Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire et il est exécuté par l'émission de bons de commande.

Son montant estimatif est de 50 K€ HT. Il est néanmoins conclu sans engagement sur un montant minimum d'achat et avec un montant maximal strictement inférieur à 143 K€ HT.

Le présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5 - Durée de l'accord-cadre

5.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de la date de sa notification au titulaire.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Article 6 - Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : 56 - Morbihan (FR-56).

« D765 Base Aérienne Navale Lann Bihoué 56 530 Quéven »

Article 7 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) daté et signé électroniquement, accompagné de son bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021 (CCAG PI), modifié, téléchargeable sur Légifrance à l'adresse suivante :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>
- Le mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre
- Les bons de commande émis et notifiés au titulaire
- Les échanges écrits (mails, comptes rendus de réunion, ...) lorsqu'ils comportent des éléments impactant le bon déroulement des prestations

Article 8 - Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 9 - Modalités d'exécution des prestations

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur pour assurer le suivi de l'exécution des prestations est le chef de la cellule aéronavale du service technique de l'aviation civile : M. Bercaru.

Téléphone : 01-49-56-80-69. Mail : gabriel.bercaru@aviation-civile.gouv.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette désignation intervient, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur(s) désigné(s).

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Les intervenants sur le site de la base d'aéronautique navale Lann Bihoué, doivent être de nationalité française et doivent avoir un casier judiciaire vierge. Pour pallier tout refus d'accès au site par les autorités compétentes, le titulaire doit prévoir des intervenants de secours.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG de référence :

- L'acheteur n'a pas à motiver sa demande de remplacement d'un intervenant.
- Le titulaire procède au remplacement de l'intervenant sans délai, en faisant appel à un intervenant de secours de nationalité française avec un casier judiciaire vierge.
- Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur qui n'a pas à motiver, le cas échéant, sa décision de le récuser.

Le titulaire s'assure que le remplaçant a reçu une connaissance suffisante des prestations à effectuer.

En aucun cas, le remplacement d'un intervenant ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations ou une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

A défaut de proposition sans délai de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2.2 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations réalisées sur site pour les reconnaissances structurelles et géotechniques (prélèvements, essais et sondages), sont fixés dans les bons de commande.

Le délai de livraison des rapports relatifs aux reconnaissances structurelles et géotechniques, est de cinq (5) semaines. Il court à compter du lendemain de la fin de réalisation des prestations sur site.

9.2.3 Emission et exécution des bons de commande

Au préalable à l'émission de tout bon de commande, l'acheteur adresse au titulaire une proposition, par tout moyen permettant d'en accuser réception certaine, de date(s) de réalisation des prestations sur site (prélèvements, essais et sondages), **de jour ou de nuit, hors week-end**. Les dates proposées par l'acheteur tiennent compte des délais pour les démarches inhérentes à l'accès au site : fiche d'accès à la base d'aéronautique navale Lann Bihoué à compléter par chaque intervenant, établissement d'un plan de prévention, disponibilité du lieu d'exécution des prestations, ...

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition, pour confirmer ses disponibilités à l'acheteur.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer, de façon certaine, la date de leur réception. La date de réception est considérée comme étant la date de la notification.

Le point de départ du délai d'exécution d'un bon de commande est précisé sur ledit bon de commande. Il est postérieur à la date de notification du bon de commande.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- la référence du présent accord-cadre
- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique), ainsi que la date de son émission
- le numéro de SIRET et le code du service en charge du paiement
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) des prestations commandées
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- le délai d'exécution des prestations commandées ainsi que le point de départ de ce délai
- le lieu d'exécution des prestations
- le cas échéant, les conditions particulières d'exécution des prestations

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 5 jours ouvrés (dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG de référence) à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans le jour ouvré suivant leur apparition (dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG de référence). Il lui précise la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 4 jours ouvrés (dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG de référence) pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.2.3 Exigences d'accès au site

Le titulaire doit tenir compte des contraintes d'accessibilité au site de la base d'aéronautique navale de la Marine nationale française de Lann-Bihoué (56), ainsi que des consignes de sécurité en vigueur.

9.2.4 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques

La forme du groupement n'est pas imposée. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette notification devient le nouveau mandataire du groupement.

9.3 Obligation du titulaire

9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, lorsqu'il se rend compte de dysfonctionnements ou de dangers potentiels en lien avec l'exécution des prestations. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations. Il est formel et se matérialise, le cas échéant, par un rapport qui décrit les risques et propose des actions pour les réduire.

9.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou de ses sous-traitants, afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre, afin de vérifier que les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées (en application de l'article 31 du CCAG de référence).

9.4 Responsabilités du titulaire

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est responsable de tous dommages matériels ou corporels résultant de la préparation et de l'exécution des prestations vis-à-vis de ses employés ou de ses sous-traitants, ainsi que vis-à-vis de l'acheteur et des tiers. Il doit être couvert en matière de responsabilité civile professionnelle, encourue lorsque les dommages trouvent leur source dans la réalisation des prestations. Il doit disposer d'une assurance couvrant notamment :

- Les dommages causés aux installations enfouies dans le sol qui n'auraient pu être décelées avant le commencement des travaux ou qui auraient été décelées avec une précision insuffisante
- Les dommages causés aux biens mobiliers ou immobiliers existants intérieurs dans le cadre de la réalisation de sondages destructifs

- Les dommages causés aux biens existants du fait des circulations d'engins sur les zones d'intervention

Le titulaire doit également être couvert en matière de :

- responsabilité civile d'exploitation, encourue dans le cadre des activités quotidiennes de l'entreprise, en dehors de la réalisation des prestations (article 1240 du code civil)
- de responsabilité civile décennale des constructeurs sur les ouvrages qu'ils conçoivent, contrôlent ou réalisent (articles 1792 et 2270 du code civil)

9.5 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire ou, le cas échéant, par ses co-traitants, sous-traitants et fournisseurs, pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans préjudice de la faculté de l'acheteur d'intenter une action en justice devant les tribunaux compétents.

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en oeuvre par ce dernier et ses éventuels sous traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

9.6 Clause de réexamen

En application des articles R.2194-1, R.2194-2 et R.2194-6 du code de la commande publique, il est prévu une clause de réexamen dans les circonstances suivantes :

- En cas de prestations complémentaires devenues nécessaires à la réalisation des prestations. Dans ces circonstances, et conformément à l'article 25 du CCAG de référence, l'acheteur et le titulaire conviennent le cas échéant, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts induits par les circonstances, sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.
- En cas de modification de l'imputation budgétaire intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre. Dans ce cas de figure, la modification est prise en compte par ordre de service transmis au titulaire par l'acheteur pour information, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au présent accord-cadre.
- Lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial de l'accord-cadre du fait d'une cession du marché public ou à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial,

sous réserve que les autres conditions de l'accord-cadre demeurent inchangées. Dans ces circonstances, après avoir été informée par le titulaire de l'accord-cadre de la situation, le service technique de l'aviation civile signifie par écrit (courriel) son accord de principe à la substitution du titulaire initial. Le nouveau titulaire devra remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial. Pour effectuer le transfert de l'accord-cadre, le service technique de l'aviation civile envoie au titulaire un acte de transfert à remplir et à lui retourner signé. La substitution effective s'opérera à compter de la signature par le service technique de l'aviation civile de l'acte de transfert qui lui aura été remis, sous réserve que le nouveau titulaire lui ait transmis l'ensemble des documents administratifs demandés dans l'acte de transfert.

9.7 Constatation de l'exécution des prestations

9.7.1 Opérations de vérification

Conformément à l'article 28.2 du CCAG de référence, l'acheteur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

9.7.2 Décision après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont prises en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG de référence, si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article ci-dessus, les prestations ne sont pas considérées comme admises et le titulaire sollicite sans délai l'acheteur, afin de connaître les raisons de l'absence de décision. L'acheteur dispose alors d'un nouveau délai de 10 jours ouvrés pour produire sa décision. A l'expiration de ce délai, si l'acheteur ne notifie pas sa décision, les prestations sont considérées comme admises à la date de l'expiration du dernier délai.

En cas de décision d'ajournement des prestations, par dérogation à l'article 29.2 du CCAG de référence, le titulaire fait connaître son acceptation dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire de la décision d'ajournement ou de silence gardé durant le délai de 5 jours ouvrés, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 10 jours ouvrés courant à partir de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 5 jours ouvrés ci-dessus mentionné.

9.8 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 CCAG de référence, les pénalités sont dues dès le premier euro et leur montant n'est pas plafonné.

9.8.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG de référence, le titulaire encourt une pénalité de 100 € pour chaque défaut de présentation sans délai, d'un intervenant de secours de nationalité française avec un casier judiciaire vierge.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG de référence, en cas de non-exécution du fait du titulaire, des prestations sur site aux dates programmées, le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du prix de base total hors taxe des prestations concernées. Le cas échéant, cette pénalité s'applique autant de fois qu'il y a de reports dans l'exécution pourtant programmée des prestations du fait du titulaire.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

9.8.2 Pénalités de retard de livraison des rapports

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG de référence, en cas de non-respect du délai de livraison de cinq (5) semaines des rapports relatifs aux prestations réalisées sur site, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Article 10 - Régime financier

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont unitaires et figurent dans le bordereau de prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Ils s'entendent en euro HT et TTC.

Le cas échéant, les remises consenties par le titulaire sont comprises dans ces prix unitaires.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations : frais de main d'œuvre, fournitures, matériels, tous les frais annexes (comme par exemple les éventuels frais de déplacement et d'hébergement liés aux interventions sur site)
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes à l'exécution des prestations sur le site de la base d'aéronautique navale : intervenants exclusivement de nationalité française avec casier judiciaire vierge, constats d'huissier avant et après les interventions sur site, isolement des zones de travaux, dispositif de protection et de surveillance du matériel et des forages, autonomie en eau et électricité
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- l'évacuation des déchets créés lors de l'exécution des prestations
- le nettoyage et la remise en état à l'identique des zones sondées

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

10.2 Variation des prix

Les prix sont fermes. Ils ne font pas l'objet de révision, ni d'actualisation.

10.3 Avances

Lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 K€ HT et que son délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sous réserve que le titulaire ne l'a pas refusé dans l'acte d'engagement,

l'acheteur verse une avance en application des articles R.2191-3 et R.2191-16 du code de la commande publique.

Le taux de cette avance est de 30%.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

10.4 **Modalités financières**

10.4.1 **Répartition des paiements**

Le paiement des prestations intervient sur présentation d'une facture par le titulaire et après décision d'admission des prestations par l'acheteur. La constatation du service fait par l'acheteur vaut décision d'admission.

Le paiement est effectué par virement sur le compte du titulaire.

10.4.2 **Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.4.3 **Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le numéro de l'accord-cadre
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)
- Le code du service exécutant (figurant sur le bon de commande)
- La date et le lieu d'exécution des prestations réalisées
- La désignation et la quantité des prestations réalisées
- Le taux et le montant de la TVA applicable
- Le montant total hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) des prestations réalisées
- Les références du compte bancaire du titulaire

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

En cas de modification d'imputation budgétaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur en informe le titulaire par ordre de service, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

1) Mode portail :

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_contact

10.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu d'alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 80% du montant maximum prévu à l'article 4 du présent document.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence à l'obligation ci-dessus, l'acheteur est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

10.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'une convention d'indemnisation signée par les deux parties.

La durée de cette convention d'indemnisation est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans la convention.

La convention d'indemnisation conclue sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement

Article 11 - Dispositions diverses

11.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

11.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites et orales durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le titulaire reste seul et unique interlocuteur de l'acheteur. Il est responsable des prestations réalisées par ses sous-traitants et partenaires éventuels

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire ou les membres d'un groupement doivent inclure dans leurs contrats de sous-traitance les clauses du présent CCAP, notamment celles concernant la propriété intellectuelle, la confidentialité et le secret des affaires.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire, notamment en termes de contrat d'assurance.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande, sous 15 jours à compter de la réception de la demande.

11.4 Régime des droits de propriété intellectuelle

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre. En complément de l'article 32.1 du

CCAG de référence, les résultats désignent, sans que cette liste soit exhaustive : toutes les notes, rapports, synthèses, analyses, comptes-rendus, présentations PowerPoint, et autres livrables produits par le titulaire dans le cadre de l'accord-cadre.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre. En complément de l'article 33 du CCAG de référence, les connaissances antérieures désignent tous les documents fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire (tous les documents existants en propres dans le patrimoine de la DGAC) ou tous les documents auxquels le prestataire a pu avoir accès au titre des prestations de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG de référence, la DGAC est propriétaire à titre exclusif de l'ensemble des droits patrimoniaux des documents produits au titre de l'accord-cadre.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants, cèdent, pour toute la durée légale du droit d'auteur définie à l'article L.123-1 du code de la propriété intellectuelle, et dans tous les pays, dès la réception des prestations, tous les droits patrimoniaux nés ou pouvant naître sur les résultats de l'accord-cadre.

Dans ce cadre, le titulaire et/ou les sous-traitants cèdent à titre exclusif à l'acheteur, les droits suivants :

- L'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins de la mission de service public de la DGAC.
- Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.
- Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre exclusif, ainsi, le titulaire ne possède pas le droit d'exploiter les résultats par dérogation à l'article 35.3 du CCAG de référence.

La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans les prix de l'accord-cadre ; elle ne fait pas l'objet d'une ligne de prix dédiée au bordereau des prix unitaires (BPU).

11.5 **Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le cas échéant, les co-traitants et sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur à l'adresse suivante : pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr, ainsi qu'au chef de la cellule aéronavale du service technique de l'aviation civile, en charge du suivi de l'exécution du marché et dont les coordonnées figurent à l'article 9.1.1 du présent CCAP.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Sur demande de l'acheteur, le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse ci-dessous :
pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence : résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire (notamment pour manquement à l'obligation de confidentialité et de secret des affaires) ou pour motif d'intérêt général.

Outre les cas de résiliation prévus par le code de la commande publique et le CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour non-remplacement, sans délai, d'un ou plusieurs intervenants, conformément à l'article « remplacement des intervenants » du présent CCAP.

11.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - article L.4531-1 du code du travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension de l'exécution des prestations à l'initiative de l'acheteur :

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant. En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile. L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension. Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension. Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations. Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre, les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ainsi que la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L.2195-2 du code de la commande publique. Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande :

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées. Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) et de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques. Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée. Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire. Le pourcentage est de 20% si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution de l'accord-cadre.

Demandes indemnitaires :

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées à l'article 46.2 du CCAG FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur

lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (Ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...). Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

Les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

11.10 Différends, litiges et contentieux

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Melun, situé 43 rue du Général de Gaulle – Case postale n°8630 – 77008 Melun cedex.

Article 12 - Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG PI, CCAG de référence, sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après.

Article du présent CCP	Article du CCAG	Commentaire - objet de la dérogation
9.1.2 Représentation du titulaire	3.4.1 Représentation du titulaire	Désignation des représentants du titulaire dans son offre (et non à la notification du marché).
9.2.1 Remplacement des intervenants	3.4.3 Représentation du titulaire	La demande de l'acheteur visant à remplacer un intervenant ou la décision de l'acheteur de récuser un remplaçant proposé par le titulaire, n'a pas à être motivée. Le titulaire procède au remplacement des intervenants sans délai, en faisant appel à des intervenants de secours de nationalité française avec un casier judiciaire vierge (et non dans un délai de 30 jours calendaires). Un remplaçant est réputé accepté par l'acheteur sans délai, lorsque celui-ci ne décide pas de le récuser (et non dans un délai de 30 jours calendaires).
9.2.3 Bons de commande	3.7.2 Bons de commande	Observations relatives aux prescriptions d'un bon de commande à faire parvenir dans un délai de 5 jours ouvrés (au lieu de 15 jours calendaires).
9.2.3 Bons de commande	13.3.2 Prolongation du délai d'exécution	Délai d' 1 jour ouvré pour le titulaire, pour demander une prolongation du délai contractuel d'exécution (au lieu de 15 jours calendaires).
9.2.3 Bons de commande	13.3.3 Prolongation du délai d'exécution	Délai de 4 jours ouvrés pour l'acheteur, pour notifier une décision relative à une demande de prolongation du délai d'exécution (au lieu de 15 jours calendaires).

9.7.2 Décisions après vérification	29 Admission, ajournement, réfaction et rejet	Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de 2 mois, les prestations ne sont pas considérées comme admises. Le titulaire doit solliciter l'acheteur pour connaître les raisons de l'absence de décision. L'acheteur dispose alors d'un nouveau délai de 10 jours ouvrés pour établir une décision.
9.7.2 Décisions après vérification	29.2 Ajournement	En cas de décision d'ajournement : le titulaire fait connaître son acceptation dans un délai de 5 jours ouvrés (au lieu de 10 jours calendaires). En cas de refus du titulaire ou de silence gardé pendant ce délai de 5 jours ouvrés, l'acheteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrés (au lieu de 15 jours calendaires) pour prononcer au choix, l'admission des prestations avec réfaction ou le rejet des prestations.
9.8 Pénalités	14.1.2 Plafonnement 14.1.3 Exonération	Les pénalités sont dues dès le 1 ^{er} euro et leur montant n'est pas plafonné.
9.8.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations	14.1 Pénalités pour retard	Pénalités de 100 € pour chaque défaut de présentation sans délai, d'un intervenant de secours de nationalité française avec un casier judiciaire vierge. Pénalité égale à 1% du prix de base total hors taxe à chaque report de date programmée de réalisation des prestations du fait du titulaire.
9.8.2 Pénalités de retard de livraison des rapports	14.1 Pénalités pour retard	Pénalité de 100 € par jour ouvré de retard de livraison des rapports relatifs aux prestations réalisées sur site.
11.4 Régime des droits de propriété intellectuelle	35.2.1 35.3	L'acheteur est propriétaire à titre exclusif de l'ensemble des droits patrimoniaux des documents produits au titre de l'accord-cadre. Le titulaire ne possède pas le droit d'exploiter les résultats de l'exécution de l'accord-cadre.